Les paysans font leur révolution tranquille

A FORCE D'ENREGISTRER des fusions spectaculaires dans l'industrie et le commerce, à force d'observer les effets de la mondialisation des marchés financiers, nous risquons d'oublier qu'un secteur tout entier de l'économie connaît de continuelles restructurations, très profondes à défaut d'être manifestes.

Voilà des paysans de moins en moins nombreux à pouvoir travailler à plein temps, des domaines dont l'effectif diminue à raison d'un millier par an, des lobbies autrefois puissants qui perdent sans cesse de leur poids.

Voilà surtout une agriculture suisse qui subit une réforme après l'autre. Le septième Rapport et ses conséquences législatives ont à peine déployé tous leurs effets que

survient la réforme suivante, connue sous le nom de code «PA 2002». Daté du 26 juin 1996, ce nouveau paquet de politique agricole comprend un message de 475 pages, présentant une refonte complète de la Loi sur l'agriculture, l'abrogation d'une douzaine de textes légaux et la révision partielle de quelques autres.

Si, en nombre d'articles de loi, l'agriculture se trouve en voie de déréglementation, elle continue de bénéficier d'une protection spéciale, mais sous une forme différente. Dénoncés comme démotivants et impensables en Suisse il y a encore dix ans, les paiements directs représentent déjà les trois cinquièmes

des revenus agricoles. Et, OMC et concurrence internationale obligent, les prix vont continuer de baisser, dans une proportion que les subventions et les garanties ne compensent plus intégralement, même pour les surfaces (déjà 80 % du total) exploitées selon les règles de la production intégrée ou de la culture biologique. Autant dire que les consommateurs suisses, qui s'approvisionnent massivement à l'étranger, et pas seulement dans les zones frontalières, transféreront une charge toujours plus lourde sur les contribuables, qui assument depuis longtemps la majeure partie des

coûts de la politique agricole.

Au total, et conformément au nouvel article constitutionnel voté le 9 juin 1996, l'agriculture suisse est lan-

La nouvelle politique agricole est à la fois très dure et la seule possible

cée dans la plus vaste réforme de ses missions et de ses structures qu'elle ait jamais vécue. Multifonctionnalité, compétitivité, durabilité: telles sont les visées de la nouvelle politique agricole, à la fois très dure et seule possible.

Dans trois semaines, le National donnera sans doute son accord à cette révolution apparemment tranquille, au terme d'un vaste débat qui s'annonce complexe et spécialisé à souhait. Restera, espérons-le, l'impression forte faite par un secteur entier de notre économie nationale, décidé à poursuivre une profonde restructuration, qui lui apparaît à juste titre comme une condition de survie. YJ

Le couple irrégulier de la stagnation et de l'enrichissement

Les comptes nationaux pour l'année 1996 donnent de la situation suisse une image très contrastée.

Quelques chiffres et commentaire.

EN 1996 LE produit national brut a stagné, en Suisse, à -0,2%. En comparaison européenne, ce résultat négatif (même s'il est plus faible que le -0,7% attendu) est un record: autour de nous s'enregistrent des +2 ou +3%. Nous sommes le très mauvais élève de la classe. En revanche si l'on examine le solde de nos opérations avec l'étranger, on observe un compte positif exceptionnel de 26,4 milliards. Soit le 7,3% du PIB: remarquable au niveau international; nous sommes dans cette catégorie parmi les meilleurs de la classe mondiale. Quelle explication à cette divergence de grand écart?

Il est généralement enseigné que si l'économie stagne, les ménages consomment moins, les entreprises contrôlent leurs investissements, donc les importations fléchissent. Cette baisse des achats à l'étranger permet souvent de dégager, en période de récession, un solde positif de la balance des marchandises. Cette explication est partiellement vraie pour la Suisse. Même si le pays est faible en ressource première, fortement importateur – donc au solde exportation-importation déficitaire –, ce poste «marchandise» est devenu positif dès 1993. Parallèlement les services, notamment ceux des banques et des assurances, demeurent positifs à un niveau élevé (15 milliards) et enfin le revenu net du capital (21 milliards) est énorme.

Spécificité suisse

En 1996, le rendement de la fortune suisse placée à l'étranger et des investissements directs d'entreprises suisses a rapporté la somme fabuleuse à notre échelle de 37,9 milliards. Ces rentrées ou ces investissements se répercutent naturellement dans la valeur boursière des actions et pour une part dans les dividendes distribués; ils ont augmenté en 1996 de 19%. Même si la hausse boursière a été mondialement forte, la Suisse s'est distinguée dans le peloton de tête. Tout irait bien, sauf que cette richesse accrue est très inégalement répartie. Stagnation intérieure généralisée et enrichissement grâce au rendement de la gigantesque fortune suisse qui «travaille à l'étranger» sont donc deux phénomènes compatibles.

- Parier sur un affaiblissement durable du franc suisse est une illusion. Une balance des paiements courants aussi favorable implique un franc fort.
- La Suisse est un des premiers pays bénéficiaires de la mondialisation et du développement des pays industrialisés où nous avons investi 12 milliards en 1996.
- La prospérité suisse est rendue plus vulnérable par l'importance de son assise extérieure.
- Enfin l'inégalité de la répartition de ces richesses nouvelles rend nécessaires des réformes fiscales avec en priorité, l'imposition de la plus-value immobilière.

ag

Petit creux

Extraits du texte du Conseil d'Etat vaudois à l'occasion du Jeûne fédéral.

« Chères concitoyennes, chers concitoyens

« De nombreuses religions ont intégré à leur piété la pratique du jeûne: exercice où la vie corporelle épouse l'attitude intérieure pour aider l'être humain à se vider de lui-même. Un espace, trop souvent étouffé par le copieux quotidien, devient ainsi disponible à l'attente des dépassements. Dans l'humilité et la reconnaissance, le croyant mesure son besoin d'une nourriture spirituelle renouvelée et se réjouit d'en goûter la saveur.(...)

« Ne le voudrions-nous pas que les changements se chargeraient de nous contraindre à cet effort de distanciation. Aujourd'hui, l'insouciance des temps d'abondance n'est plus de mise. C'est même jusqu'à la perception de notre passé qui subit une diète sévère.

« Ces creux doivent pourtant conduire à plus de lucidité et non au défaitisme. (...)

« La vie a un autre goût et nous avons ensemble les moyens de le lui donner. Si, du moins, nous acceptons le régime imposé par l'esprit qui veut répondre à notre faim: son assaisonnement ne peut être que responsabilité, justice et solidarité.»

Cessions de bricoler

On n'échappera pas à une nouvelle révision de la Loi sur l'assurance chômage. C'est du côté du financement que devront porter les réformes.

QUEL QUE SOIT le résultat de la votation au soir du 28 septembre prochain, il faudra revoir de fond en comble une assurance qui, au fil des révisions et des bricolages successifs, ne tient plus la route.

Impossible de nier la mauvaise situation financière de l'assurance chômage: une dette de près de 7 milliards de francs et des comptes déséquilibrés. Le taux des cotisations (3%) permet de verser des indemnités à 150 000 chômeurs alors que le nombre de ces derniers dépasse aujourd'hui 200 000. La Confédération et les cantons, eux-mêmes endettés, prennent en charge la différence sous forme de prêt au fonds de l'assurance chômage.

De l'assurance à l'aide sociale?

Faut-il dès lors augmenter encore le taux des cotisations? La gauche comme la droite se gardent bien de faire une telle proposition qui contribuerait à alourdir encore le coût du travail - les cotisations sont prélevées sur les salaires - et qui détériorerait la situation de l'emploi. Certains évoquent le recours à un ou plusieurs points supplémentaires de TVA, alors que d'autres, à droite, caressent l'idée de réduire les indemnités ou le cercle des bénéficiaires. Non pas une réduction minimale comme le prévoit le projet attaqué en référendum mais une coupe drastique qui ramènerait le montant des indemnités au minimum vital. Ou encore une assurance réservée aux seules personnes dans le besoin.

Cette politique minimaliste, qui remplacerait de fait l'assurance par une aide sociale, est à la fois dangereuse, contre-productive et coûteuse, rétorque Yves Flückiger, professeur d'économie à l'Université de Genève, citant les résultats d'évaluations effectuées aux États-Unis et en Grande-Bretagne (*Neue Zürcher Zeitung*, 2 septembre 1997). La sélection des bénéficiaires selon certains critères de revenu implique un travail administratif considérable. Outre-Atlantique, le coût de la gestion des programmes sélectifs englutit 12% du montant de l'aide.

Par ailleurs la complexité du système fondé sur une clause de besoin pro-

voque de graves discriminations sociales, les couches les plus défavorisées étant peu habituées à naviguer dans les dédales administratifs. Enfin un système sélectif perd rapidement sa légitimité: la solidarité passe par un système universel qui garantit à chacun des cotisants le bénéfice éventuel de prestations. Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, les assurances à caractère universel ont beaucoup moins souffert de la crise économique que les programmes ciblés sur les catégories les plus défavorisées. En effet, en cas de difficultés financières, la résistance aux prélèvements sociaux croît, notamment auprès des cotisants qui pensent qu'ils ne pourront jamais profiter des prestations.

Pour Yves Flückiger la solution à la crise de l'assurance chômage est à chercher du côté du financement. Non pas en augmentant le taux des cotisations mais en adoptant une nouvelle assiette. En Suisse comme dans la plupart des autres pays, les assurances sociales sont financées par un prélèvement sur les salaires. Ce système montre aujourd'hui ses limites. D'une part le travail salarié à plein temps n'est plus la norme et le nombre des indépendants a tendance à croître, ce

qui amenuise les ressources de l'assurance. D'autre part la masse salariale n'est plus un indicateur pertinent de la santé d'une entreprise. Au contraire on observe que la bourse valorise celles qui améliorent leur productivité en réduisant leurs effectifs. Elles provoquent ainsi une charge accrue pour l'assurance chômage tout en diminuant leur contribution au financement de cette assurance.

Prélèvement sur la valeur ajoutée brute

Le chômage est un risque contre lequel on peut se prémunir. Le prélèvement de cotisations se justifie donc. Mais pour éviter que les entreprises échappent au financement de l'assurance en remplaçant le travail par des machines, le prélèvement doit se faire sur la valeur ajoutée brute de l'entreprise: salaires, dividendes, bénéfices distribués ou non, intérêts et amortissements.

Ainsi le montant de la contribution ne serait plus dépendant du choix des facteurs de production. L'entreprise, comme le souligne Flückiger, ne pourrait plus échapper à sa responsabilité sociale. jd

TRAVAIL CLANDESTIN

Un jugement exemplaire

NOUS AVONS DÉNONCÉ à plusieurs reprises le laxisme des autorités dans le contrôle et la répression du travail clandestin.

Un patron condamné

Jusqu'à présent ce sont surtout les travailleurs immigrés qui ont payé par l'expulsion le non-respect de la loi. Répétons-le, le travail clandestin est un phénomène intolérable dans la mesure où il livre le salarié pieds et poings liés à son employeur et favorise des conditions de travail d'un autre âge. En période de chômage, la pratique est plus inacceptable encore puisqu'elle crée une concurrence déloyale sur le mar-

ché du travail. Mais les sanctions infligées aux employeurs, dérisoires, n'ont aucun effet dissuasif.

Les choses pourraient changer. En effet, nous apprenons dans le *Journal du SIT* (Syndicat interprofessionnel des travailleurs) que le procureur général du canton de Genève vient de condamner un industriel de la boulangerie, récidiviste, à une peine de trois mois de prison ferme. Une première à notre connaissance. Nul doute que l'intéressé n'acceptera pas cette peine et se retrouvera devant un tribunal.

Si les juges ne confirment pas la sanction, la pratique néfaste du travail clandestin se poursuivra en toute impunité. jd

Trop de peaux de banane sur

Le jeudi 9 octobre, l'Assemblée fédérale débattrà de la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations.

En matière de trafic routier, la Suisse s'arc-boute à ses certitudes. Persuadée d'avoir raison toute seule, elle a financé à grand prix des infrastructures ferroviaires permettant de transporter les camions par rail. Mais cette solution est caduque; l'avenir est au trafic combiné rail-route.

À la Suisse de régler ses divisions internes et de présenter un véritable projet à Bruxelles.

DANS LA SÉRIE «On vous avait prévenus!», DP a marqué un but. Une partie de la classe politique ébaubie semble soudain découvrir la supériorité du trafic combiné – le transport de conteneurs – sur la «chaussée roulante» – barbarisme fédéral désignant le chargement de camions sur des trains. Dans DP 929 du 24 novembre 1988, nous disions déjà qu'il fallait renoncer à dépenser de l'argent pour une solution provisoire et technologiquement dépassée, mais que des sommes devaient être investies à l'étranger pour développer les centres de transbordement train-camions. Ça fait toujours plaisir d'avoir raison avant tout le monde, mais ça ne fait pas avancer le schmilblick. Reprenons donc.

Dépenses inutiles

Une étude commandée par des professionnels du trafic combiné et rendue publique la semaine dernière a révélé une évidence: il n'est ni économique ni écologique de charger des camions sur des trains; l'avenir est au trafic combiné, soit le chargement de conteneurs universels adaptés aussi bien à la route qu'au rail ainsi qu'aux transports maritimes et aériens. Pas besoin d'être grand clerc pour se rendre compte qu'il n'est pas rationnel de transporter sur un train un camion, lourd, et un chauffeur, coûteux, alors que ni l'un ni l'autre ne sont utiles durant le trajet. Ce système revient d'ailleurs à faire circuler un poids plus important de ferraille – train, camion – que de marchandises.

Malgré cette évidence, la Suisse a aménagé à grand prix un couloir de ferroutage à travers le Lötschberg, dimensionné pour que des camions hauts de 4 mètres puissent y passer chargés sur des trains. On aurait pu en faire l'économie, sachant que la plupart des véhicules en transit n'atteignent pas cette hauteur. Mais bon, cette «chaussée roulante» fonctionne, on pourrait en rester là, me direz-vous, pour ce qui concerne cette technique. Que nenni! Le dimensionnement des futurs tunnels alpins sera tout aussi gêné.

Il n'y a au fond pas de mal – ce sera toujours utile pour y faire passer des trains à deux étages – si tout cela ne donnait pas l'impression que la Suisse

s'entête à vouloir avoir raison toute seule. Adolf Ogi, du temps où il était ministre des transports, a toujours voulu être seul maître du jeu: il a donc offert à l'Europe une chaussée roulante et deux nouveaux tunnels, le tout dûment protocolé dans un accord international. Démarches largement dictées par la volonté de maintenir coûte que coûte la limite de poids de 28 tonnes que notre pays impose aux camions sur son sol.

Les fameux 28 tonnes

Le dossier n'a finalement guère avancé depuis qu'en 1988 nous militions contre une solution transitoire.

Cette fameuse limite de 28 tonnes, qui n'a de sens que pour contenir le trafic de transit, a tellement été défendue officiellement qu'il est aujourd'hui bien difficile de la remettre en question. Or il existe d'autres moyens de protéger les régions alpines, à propos desquelles l'Union européenne pourrait entrer en matière, en échange justement de l'abandon des 28 tonnes.

L'énergie et les moyens dépensés pour mettre en place une «chaussée

Conclusion aiguillée

Que se serait-il passé si l'étude sur le trafic combiné était arrivée à la conclusion que le chargement de camions sur des trains était une solution d'avenir? Aurait-elle été rendue publique? On peut en douter, ses commanditaires étant des sociétés nationales de trafic combiné: Hupac et Intercontainer-Interfrigo pour la Suisse, Cemat pour l'Italie et Kombiverkehr pour l'Allemagne.

Selon cette étude, ce sont 1,6 million de camions qui devront passer d'ici à 2005 de la route au rail, ce qui nécessite de quadrupler le transport combiné. Ce système présente l'avantage d'offrir un moyen de transport écologique sur la plus grande partie du trajet parcouru par les marchandises européennes – en moyenne 1000 kilomètres. Le chargement de camions sur des wagons n'offre une solution que sur 300 kilomètres environ.

la chaussée roulante

roulante» ne sont évidemment plus disponibles pour valoriser le trafic combiné. Heureusement, l'Union européenne va investir dans ce secteur. Mais la Suisse s'enferme dans ses particularismes: au lieu de faire de notre pays la championne de ce système, elle le décourage en limitant l'étendue des transports de conteneurs lourds entre la gare et leur destination finale. Et elle continue à penser en camions, comme si, pour les éliminer physiquement des routes alpines pour satisfaire à l'Initiative des Alpes acceptée par le peuple, il fallait s'assurer qu'ils prennent le train plutôt qu'ils ne se «transforment» en conteneurs.

Pour une véritable politique en faveur du trafic combiné

L'étude commandée par les transporteurs européens estime que le chargement de camions sur des trains nécessitera, pour être concurrentiel, un subventionnement de l'ordre de 345 millions de francs par année pour satisfaire aux objectifs de l'Initiative des Alpes. Le transport combiné devrait par contre s'autofinancer. Il est temps que la Suisse cesse de douter

d'elle: pour cela, elle doit développer une véritable politique nationale en faveur du transport combiné, système qui nécessite, répétons-le, que le trajet gare - destination finale puisse se faire sur route même si son poids dépasse 28 tonnes. Des investissements importants sont nécessaires pour adapter les terminaux en Suisse et en Italie du nord.

Voix discordantes et compromis

Il faut évidemment viser en premier lieu le trafic à destination et en provenance de l'Europe: c'est là qu'il y a le plus de kilomètres sur route à économiser; et c'est ainsi que nous pourrions accumuler l'expérience nécessaire pour convaincre nos voisins de nous suivre sur cette voie - encore qu'au train où vont les choses, l'Europe risque bien un jour de nous dépasser sans que nous nous en rendions compte. Et s'il le faut, pourquoi ne pas prendre provisoirement des mesures fiscales favorables au trafic combiné, comme par exemple l'exonération de la taxe poids lourds pour les trajets sur route. Cette mesure devrait permettre aux transpor-

teurs de rentabiliser les investissements nécessaires à ce changement de technique.

Quant à la taxe poids lourds et à celle concernant le transit alpin, nous avons déjà proposé qu'elle soit calculée électroniquement sous forme de péages. Le passage des Alpes serait fortement taxé alors que les régions périphériques seraient épargnées (DP 1174 du 16 juin 1994). Ce système pourrait d'ailleurs rendre des services aux transporteurs car il permettrait également de localiser un chargement.

Pour l'instant et depuis bientôt dix ans, chacun campe sur ses positions: les milieux écologistes ne veulent pas lâcher un gramme sur la limite des 28 tonnes; les transporteurs suisses ne veulent pas d'une taxe poids lourds élevée et le Tessin crie à la trahison parce que la taxe alpine le prêterait. Quant à la Confédération, elle cherche à contenter tout le monde en mettant à prix d'or les camions sur des rails.

Il convient donc de régler en premier lieu ces questions, qui sont de pure politique interne. Lorsque enfin nous aurons dégagé une position solide, nous pourrions aller la défendre à Bruxelles.

pi

ASSURANCE MALADIE

La hausse 1998

OTTO PILLER, CHEF de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), l'a annoncé officiellement: Les primes d'assurance maladie augmenteront en moyenne, l'an prochain, de 7%. C'est rassurant et c'est inquiétant.

Rassurant, car l'annonce met un terme à une campagne d'information alarmiste. Il y a une semaine encore, 24 Heures faisait son affichette avec l'annonce d'une hausse de 20%. On tombe à 7%. Plaisir du «moins pire». Malgré tout inquiétant, car l'écart entre le coût de la santé et le coût de la vie, selon l'indice des prix, est toujours très accentué.

Autrement dit, comme les primes sont une dépense obligatoire et qu'elles ne sont pas une composante de l'indice (pour des raisons pertinentes souvent exposées dans DP), il y a recul du revenu disponible. L'effet est le même que si l'impôt direct augmen-

tait, sauf que les primes étant les mêmes pour tous, enfants compris, toute hausse frappe plus fortement revenus faibles et moyens. Contrairement à l'impôt, la progressivité est à rebours.

Les correctifs sont donc plus que jamais à l'ordre du jour. Ceux qui ont été proposés, d'abord:

- à cotisations égales, franchises proportionnelles au revenu
- prise en charge par des ressources nouvelles (TVA ou contribution généralisée) d'une part des frais hospitaliers ou / et des soins pour les personnes âgées.

De surcroît, il faut réclamer des statistiques sur l'évolution du revenu disponible par catégories de revenu, selon la situation familiale et selon la localisation (fiscalité). Elles seront des armes de revendications fondées et des leviers de réforme.

ag

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley (jd)

Rédaction:

Claude Pahud (cp), Géraldine Savary (gs)

Ont collaboré à ce numéro:

Gérard Escher (ge)

André Gavillet (ag)

Pierre Imhof (pi)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

Composition et maquette:

Françoise Gavillet, Claude Pahud,

Géraldine Savary

Secrétariat: Murielle Gay-Crosier

Administrateur délégué: Luc Thévenoz

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA,

Abonnement annuel: 85 francs

Étudiants, apprentis: 60 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone: 021/312 69 10

Télécopie: 021/312 80 40

E-mail: domaine.public@span.ch

CCP: 10-15527-9

Internet et les fonctionnaires

Nouvelles technologies, hiérarchies administratives et rapports sociaux: un lecteur nous raconte une petite anecdote.

L'HISTOIRE SE PASSE dans un grand office fédéral. Un fonctionnaire romand constate que l'offre de cours de formation continue en français est nettement moins fournie qu'en allemand. Il prend sur lui de tenter de savoir si une demande existe, chez les francophones pour des cours semblables à ceux offerts aux germanophones, pensant s'adresser ensuite aux instances compétentes pour leur demander de bien vouloir répondre à ce besoin. A cette fin, il utilise, un beau matin, le courrier électronique de l'office, qui lui permet d'interroger directement à leur poste de travail tous les employés (sans distinction de langue ou de position hiérarchique).

S'affranchir des hiérarchies? - Non pas vraiment!

A la fin de la matinée, ce fonctionnaire est convoqué (aimablement) par son supérieur hiérarchique immédiat. L'état-major de la division dans laquelle il travaille a constaté son envoi. Il n'en conteste pas le bien-fondé, mais s'est interrogé sur l'éventuelle possibilité d'un froissement de susceptibilités, au niveau des personnes chargées d'organiser la formation continue. Le supérieur hiérarchique va devoir prendre contact avec ces personnes, afin de s'assurer que tout va bien et le simple fonctionnaire est (aimablement) prié d'éviter à l'avenir d'envoyer des messages à tous les employés de l'office. Il pourra, si nécessaire, interroger les collègues de sa propre division.

De cette anecdote on peut tirer quelques enseignements plutôt intéressants. Les nouvelles technologies (ici le courrier électronique) permettent effectivement de s'affranchir des rapports hiérarchiques établis : tout le monde peut communiquer avec tout le monde. Elles sont disponibles sur chaque poste de travail et ne font l'objet d'aucune réglementation écrite restreignant leur usage. On entend de plus en plus souvent que ces nouveaux médias vont bouleverser de fond en comble les rapports sociaux. L'hallucinant rapport au Conseil fédéral du groupe de réflexion «Pour une société de l'information en Suisse» se gargarise de telles perspectives, sans apporter une seule fois le début du commencement de l'esquisse d'une démonstration de leur validité empirique.

La très petite expérience ci-dessus montre que lorsque les nouvelles technologies de l'information sont utilisées dans un champ social sans tenir compte des

règles du jeu qui le régissent (respect des hiérarchies, ménagement des susceptibilités, etc.), le rappel à l'ordre est immédiat : les rapports sociaux réellement existants s'imposent à la technologie. Mais que les internautes se rassurent, la consultation d'un site internet à Oulan-Bator (www.clan.mongol) qui ne menace aucun ordre établi ne donnera lieu à aucune remarque.

D'autre part, les discours modernistes qui veulent responsabiliser les fonctionnaires de base et encourager leurs initiatives doivent être relativisés. Car il est clair que ces beaux principes s'évanouissent lorsque ces initiatives s'affranchissent des hiérarchies et des canaux habituels de communication.

J.-C. Bourquin, historien

Médias

LES MILIEUX D'AFFAIRES ont reçu le Président Mandela à Zurich, mais le «Groupe d'études sur l'Afrique australe», présidé par le conseiller national genevois Jacques-Simon Eggly, continue de publier des nouvelles alarmantes sur cette région (Angola, Afrique du Sud, Botswana/Namibie) dans le dernier numéro (164) de son bulletin périodique.

TERRE ET NATURE, nouveau titre de l'hebdomadaire *Le Sillon romand*, 99^e année de parution, permet de rappeler les bandes dessinées des deux souris, Grignotin et Trottinette, que le journal publiait au début des années 20. On ne parlait pas encore de Mickey Mouse.

À L'HEURE AMÉRICAINE, les journaux s'adressent à des dessinateurs des États-Unis pour changer leur présentation. Deux exemples récents: *Le TagesAnzeiger* de Zurich et le *Berliner Zeitung*, le plus ancien quotidien allemand puisque l'Armée rouge a fait paraître le premier numéro le 21 mai 1945. Depuis la réunification allemande, il appartient aux éditions Gruner and Jahr qui publient aussi deux quotidiens populaires *Berliner Kurier* et *Berliner Abendblatt*. cfp

Vie associative, chômage et changement social

Les associations sont mises à contribution pour réinsérer les exclus du travail. Cet appel à des organisations créatives et dynamiques, mais fondées sur des valeurs non marchandes et sur le bénévolat, soumet celles-ci à des contradictions; une récente publication les met en évidence.

LE TRAVAIL – du latin *tripalium*: instrument de torture – est aujourd'hui une denrée âprement convoitée. Pendant longtemps il était synonyme de souffrance: horaires démesurés, salaires misérables, conditions éprouvantes. Mais comme le rappelle également Françoise Messant-Laurent, professeure à l'Université de Lausanne, le travail a aussi été un instrument d'autonomisation du pouvoir parental, puis d'émancipation des femmes. Il est devenu enfin l'indépassable instrument d'intégration sociale et de réalisation de soi.

Un rôle à redéfinir

Chômage et précarisation font maintenant vaciller ce socle, se fissurer les identités et apparaître de nouvelles inégalités. Les associations sont alors convoquées pour colmater les brèches. Dans ce contexte, elles doivent redéfinir leur rôle, puisqu'elles se retrouvent impliquées dans un univers économique dont la logique n'est pas innocente – elle peut les détourner de leurs buts idéaux. Les associations ne sont par ailleurs pas indemnes de la reproduction des inégalités sociales, comme le signale Florence Spitz-Ernotte, responsable du Secteur formation, au Centre national du volontariat, à Paris: «plus on est pauvre, ouvrier, sans qualification professionnelle, en recherche d'emploi, moins on a la chance d'être inséré dans la vie associative». Cette tendance est renforcée par la professionnalisation des bénévoles. L'insertion de chômeurs dans le cadre d'emplois temporaires incite les associations à modeler leur identité afin de se conformer à la demande des services publics et d'obtenir leur subventionnement. Cette intrusion du «marchand» dans le «non marchand» peut également entraîner le désengagement des bénévoles des activités qui fondaient leur utilité sociale (voir DP 1275, «Bénévolat et occupation temporaire»).

Les associations risquent aussi de se transformer en simples «soupapes de

sécurité» et de soutenir au fond une économie excluante. La logique de la contre-prestation, avec son double pôle de carotte et de bâton, se trouve en parfaite contradiction avec la logique associative, faite de gratuité et d'engagement volontaire en vue d'un but commun. De plus, comme le relève Jean-Pierre Tabin, on aboutit souvent à la situation qu'«il y a des gens dont le travail a moins de valeur que celui des autres». Des postes supprimés pour raisons budgétaires sont aussi repourvus par cette nouvelle filière. J.-P. Tabin signale, par exemple, que Lausanne, à fin 96, employait 480 personnes en programme d'occupation. Il se demande «si l'administration communale, avec les restrictions qui lui sont imposées, pourrait encore fonctionner sans programmes d'occupation». L'auteur conclut qu'il y a lieu de favoriser des travaux formateurs plutôt que d'utilité sociale. Le conseiller d'État Philippe Biéler, qui a introduit le RMR dans le canton de Vaud, fait un constat très proche: «Dans tous les cas, l'activité devra être utile au bénéficiaire et non pas réduite à une fonction d'occupation ou de simple contrepartie». Mais le nombre des exclus du monde du travail et la nouvelle législation qui incite à la contrepartie poussent à négliger cette volonté...

Une inventivité incessante

Les associations courent donc le risque de devenir alibis, planches de salut pour une économie en restructuration et un État démissionnaire, qui tendront d'autant plus à poursuivre leur cure d'amaigrissement que des institutions se montreront prêtes s'y substituer, à moindre coût. Cette logique poussée à son terme ne pourra en outre que mener les associations à la destruction, en les transformant en un secteur para-étatique au moindre coût.

Or, les associations ont mieux à faire que de suppléer aux tâches de l'État,

leur force et leur originalité est, comme le disent Marie-Chantal Collaud et Claire-Lise Gerber, la «capacité de favoriser les initiatives collectives de la société civile donnant toute leur place aux activités non marchandes.»

Cette inventivité incessante de la société qui s'exprime au travers de la création d'associations, peut aussi être considérée sous l'angle du changement social. À côté d'un travail salarié équitablement réparti, les associations pourraient prendre un rôle déterminant pour constituer un tiers-secteur échappant à l'espace marchand, «producteur» de lien, d'innovation et d'expérimentation sociale – et devenir un pôle critique d'une économie envahissante. Comme le dit Christian Marazzi: «Investir dans le sociétaire est un placement qui tend à restituer autonomie et capacité aux individus, c'est-à-dire la liberté que le tout-marchand et le tout-État leur ont soustraite».

Partager le pouvoir

Ce projet donne aussi une réponse au problème de la scission entre les appareils politiques, étatiques, et la société. Ainsi, Jean-Pierre Worms, dans son article: «Les associations et les socialistes au pouvoir» (*Politique, La revue*, N° 4, 1997), analyse la déception ressentie par les associations devant le tout-à-l'État pratiqué par le parti socialiste français sous Mitterrand, – et l'échec qui s'en est suivi. Afin de «mettre la société en mouvement», Worms plaide pour un partage du pouvoir, par la reconnaissance de la légitimité des organisations de l'économie non monétaire, de «ces nouvelles associations qui se portent avec dynamisme et agressivité sur tous les champs de la déchirure sociale, là où s'élaborent une nouvelle pratique et une nouvelle pensée d'une citoyenneté active.»

cp

Marie-Chantal Collaud et Claire-Lise Gerber (Sous la dir.), *Contre le chômage et l'exclusion, Les ressources de la vie associative*, Réalités sociales, 1997.

Une législation filandreuse

Au début de l'été parut, en allemand, le rapport du Pr. Rainer Schweizer sur la mise en place de la motion Gen-Lex publié par l'Office fédéral vétérinaire. Tout empreint de retenue juridique, il peint néanmoins un tableau critique de la législation actuelle sur le génie génétique. Résumé.

DÉPUIS L'ADOPTION PAR le peuple de l'article 24 novies – en mai 1992, avec l'entrée de la « dignité de la créature » dans la Constitution – deux révisions majeures ont eu lieu pour une législation performante et non étouffante sur le génie génétique: d'une part la révision de la Loi sur la protection de l'environnement (LPE, 21 décembre 1995, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1997), qui stipule pour la première fois un devoir de précaution de la part de ceux qui manipulent les organismes génétiquement modifiés (OGM), et un devoir d'information aux utilisateurs; les disséminations sont soumises à autorisation, une Commission fédérale sur la sécurité biologique est instituée. D'autre part, l'obligation d'étiqueter les aliments contenant des OGM, instituée par l'Ordonnance sur les denrées alimentaires (ODAL) du 1^{er} mars 1995.

Lacunes

D'autres mises à jour plus ponctuelles telles que l'Ordonnance sur les essais cliniques de produits immunologiques ou l'Ordonnance sur les produits de diagnostics in vitro ont eu lieu. Sont en préparation: les ordonnances issues de la révision de la LPE (sur les systèmes fermés, sur la dissémination, sur la protection des travailleurs contre les OGM). D'autres manques à corriger incluent médicaments, cosmétiques, loi sur les produits chimiques. Révisions (au stade interne à l'administration) pour combler des lacunes plus substantielles dans la Loi sur la protection des animaux qui, soit dit en passant, ne régleme-t toujours pas l'élevage d'animaux transgé-

niques (en plus, pour le droit, seul un vertébré est un animal – bonjour les abeilles transgéniques!). Révision encore – au stade préliminaire – de la responsabilité civile en cas de mise en danger de l'environnement.

Loi générale plus adaptée

Mais est-il suffisant de combler les lacunes en insérant le mot « OGM » aux paragraphes indiqués? Cette approche purement sectorielle est-elle assez souple et assez performante? Une loi plus générale, portant sur les procédures, ne serait-elle pas plus adaptée ou efficace? Le rapport Schweizer a le courage de le souligner.

Les révisions sur le génie génétique doivent contenir des modifications spécifiques, ponctuelles; mais elles doivent aussi porter sur des normes intersectorielles. En particulier, le devoir de

peser les intérêts respectifs lors de la production d'animaux transgéniques ou de la dissémination d'OGM, de mettre en place une commission éthique, de définir les responsabilités civile et pénale lors de disséminations (et les délais de prescription de cette responsabilité), d'établir des procédures d'autorisation (autorisations facilitées, accès public aux documents, coordination des offices), d'organiser des procédures de recours, d'étendre l'obligation de déclarer les produits, et – ce qui est absent de la motion – de mettre sur pied un droit des brevets sur le vivant compatible avec la Convention sur la biodiversité.

Il faut réaliser les quatre grands objectifs « éthiques »: la dignité de la créature – ancrée dans la Constitution –, la biodiversité – inscrite dans la LPE –, le développement durable – ratifié dans la Convention sur la biodiversité – et la protection de l'homme, des ani-

maux et de l'environnement – présente entre autres dans la Loi sur la responsabilité civile. Pour cela, au lieu d'un catalogue d'interdictions comme le voudrait l'initiative extrémiste sur la protection génétique, il faut mettre en place une commission éthique nationale interdisciplinaire, coordonnée avec la Commission sur la sécurité biologique et rattachée aux procédures d'autorisation et de recours. C'est un pas crucial pour créer chez nous cette « Streitkultur », ou politique de consensus (voir DP 1311) nécessaire dans le domaine évoluant si rapidement qu'est celui du génie génétique. Le temps presse.^{ge} Rainer J. Schweizer, *Bericht zur Umsetzung der Gen-Lex Motion*, Saint-Gall/Bern, 1997.

Motion Gen-Lex

A la suite du refus du Parlement d'élaborer un contre-projet à l'initiative de la protection génétique, la motion suivante a été adoptée par les deux Chambres et transmise au Conseil fédéral:

1. Le Conseil fédéral est chargé d'examiner la législation concernant le génie génétique dans le domaine non humain (...). Les lacunes doivent être comblées aussi rapidement que possible (...).

2. L'examen portera en particulier sur la concrétisation des principes suivants:

- Les principes de la dignité de la créature, de la biodiversité et de l'utilisation durable des ressources naturelles doivent être garantis dans les activités ayant recours au génie génétique. (...)
- La vie et la santé de l'homme doivent être protégées contre les effets nuisibles ou gênants d'animaux, de plantes et d'autres organismes génétiquement modifiés ainsi que de leurs produits.
- La nature et l'environnement doivent être protégés contre les effets nuisibles et gênants qui peuvent résulter de la manipulation d'organismes génétiquement modifiés.
- Les interventions du génie génétique sur des animaux, de même que l'élevage... d'animaux transgéniques sont soumis à autorisation.
- Le droit en matière de responsabilité civile doit tenir compte des particularités du génie génétique dont les effets peuvent se manifester à long terme...
- Le dialogue avec le public sur l'utilité du génie génétique doit être encouragé.
- Il convient d'instituer une commission d'éthique chargée de surveiller en permanence le respect des principes éthiques (...)